



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article629>

Mittal ? Un symbole !!

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : vendredi 30 novembre 2012

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Si l'on excepte Laurence Parizot, personne en France ne semble s'enthousiasmer pour Mittal. Personnage particulièrement symbolique du cynisme économique, du mépris des salariés et de l'intérêt particulier à tout prix, il cherche simplement à rentabiliser au maximum ses investissements quelles qu'en soient les conséquences. En voulant réduire l'offre sidérurgique, il cherche à valoriser ses avoirs ailleurs dans le monde ; et qu'importent les conséquences sociales en France !

Mais le jugement sur cet individu est-il vraiment fondamental ? Car, après tout, vitupérer contre lui permet de faire croire qu'il y a un méchant, pas un système. Et de faire oublier qu'il n'est pas tombé du ciel, mais que les gouvernements successifs en France lui ont donné ce pouvoir sur les hommes et sur les choses.

On a bradé les biens collectifs de la France en même temps qu'on nous racontait des fadaïses sur la construction d'une Europe forte face aux défis extérieurs. On a légitimé l'idée que le laisser aller-laisser faire était la meilleure manière de gérer l'économie. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la question se pose et, tout au long des dernières décennies, gauche et droite confondues ont défendu l'idée que le développement des marchés financiers était de l'intérêt collectif. On rappelle bien sûr la loi Giscard de 1973 qui interdit à la Banque de France de prêter sans intérêt à l'État ; mais rappelons qu'elle fut renforcée par un traité de Maastricht qui rend ce « marché » arbitre de la vie politique.

La question aujourd'hui posée de savoir s'il faut ou pas nationaliser Mittal va donc bien au-delà de ce problème spécifique, aussi important soit-il. Elle interroge sur le principe même d'une souveraineté collective contre les intérêts particuliers. Elle interroge sur la nature de la mondialisation dont l'Union européenne est un segment et à laquelle les gouvernements français acceptent de se soumettre.

Plutôt que de rabâcher les discours convenus sur l'archaïsme ou la modernité, sachons reparler de ce défi permanent dans l'Histoire : la souveraineté du peuple qu'on appelle plus communément la démocratie.